

CNIS - Sous groupe de travail "les sources statistiques pour la localisation des activités économiques »
Compte-rendu de la réunion du 13 mai 2009

Participants :

C(R)CI	NOMS	FONCTIONS
Essonne	BACHOLLE Emmanuel	Chargé d'études
Haute-Normandie	DOUARIN Marion	Chargée d'études
La Rochelle	VERMANDE Murielle	Chargée d'études
Maine-et-Loire	MAURY Hélène	Chargée d'études
Rouen	NAITALI François	Chef du département Etudes et observation économique
Savoie	BARBARIN Eric	Directeur Développement territorial
Versailles Val d'Oise Yvelines	BOUE Jérôme	Chargé d'études économiques
Paris	MARTINS David	Responsable du système d'information géographique de la CCIP Territem
Paris - CROCIS	BURFIN Yves	Chargé d'études
Paris – Seine Saint Denis	BAGOT Jean François	Géomaticien
ACFCI	LONCHAMBON Frédérique	Chargée de mission Aménagement
INSEE - Direction générale	Dominique ALLAIN	Insee Info service - Chef de la division "Grands comptes"
INSEE - Direction générale	Philippe CLAIRET	Coordination des relations entre l'Insee et les associations nationales d'acteur locaux
INSEE - Direction générale	André DE LOS SANTOS	Inspecteur général
INSEE - Direction générale	Claire PLATEAU	Chef adjointe du Département Répertoires, infrastructures et statistiques structurelles
INSEE - Direction générale	Dalila VIENNE	Rapporteur du groupe CNIS

Destinataires de cette note :

Les participants

Les membres du groupe CNIS « Statistiques et nouvelles tendances de localisation des populations et des activités sur le territoire »

Intranet de l'ACFCI et Internet CNIS

Contexte de cette réunion

Cette réunion était organisée dans le cadre des travaux **d'un groupe de travail du CNIS¹** intitulé « Statistiques et nouvelles tendances de localisation des populations et des activités sur le territoire ».

L'objectif de ce groupe de travail est de faire un état des lieux des **outils de mesures statistiques pour étudier la morphologie et le fonctionnement des territoires** puis de faire des préconisations pour l'amélioration de ces outils, à court ou moyen terme.

L'enjeu est de s'assurer que les différentes politiques ou les différents projets touchant à l'aménagement des territoires disposeront des statistiques de cadrage nécessaires à l'établissement de leurs diagnostics, à la définition de leurs objectifs et à leur suivi.

Ces projets sont de natures et d'échelles géographiques variés : plans locaux pour l'habitat, les transports...projets d'implantation d'activités économiques ou commerciales, schéma de cohérence territoriale (SCOT), définition des intercommunalités...

La question des sources Sirene et Clap ayant été évoquée à plusieurs reprises lors de ces travaux, il a été décidé de l'approfondir avec des utilisateurs externes au groupe et pour cela de procéder en 2 temps :

- le recueil, par l'ACFCI², de témoignages de CCI / CRCI sur l'utilisation de ces sources statistiques pour étudier l'appareil productif de leurs territoires,
- une journée d'échange, sur la base de ces témoignages, pour définir les priorités en matière d'évolution de ces sources statistiques.

Ce compte-rendu fait état des principaux points à retenir de cette journée d'échange, qui fera l'objet d'un retour à la prochaine réunion du groupe CNIS, le 10 juin 2009.

Les témoignages et échanges ont été très riches. Que les CCI en soient ici vivement remerciées.

1. L'Insee rappelle le positionnement des différentes sources statistiques disponibles pour étudier l'appareil productif local

(voir le diaporama présenté par Dominique Allain de l'Insee , en annexe)

- Pour décrire un stock d'établissement sur un territoire : source Clap
- Pour étudier la démographie d'établissements :
 - créations, transferts : source REE-Sirene (REE : répertoire des entreprises et des établissements)
 - défaillances : source BODACC
- Pour évaluer un volume d'emploi ou de masse salariale : source Clap

¹ [Le CNIS](#), Conseil national de l'information statistique, assure la **concertation** entre les producteurs et les utilisateurs de statistiques publiques.

Les travaux du groupe de travail sont accessibles [sur le site du CNIS](#) :

² L'ACFCI participe au groupe de travail du CNIS (représentée par Mme Frédérique Lonchambon)
CNIS_CR 13 mai.doc

2. Les discussions et exposés qui suivent dans la journée font apparaître les questionnements suivants, présentés sous forme de tableau par source :

(voir les diaporamas des différents exposés en annexe : CCI de Paris, CCI de Savoie, CCI du Maine et Loire)

Source	Avantages de la source	Limites	Remarques des participants
CLAP	<ul style="list-style-type: none"> • Champ complet (hors agriculture) : marchand et non marchand • Bonne qualité de la localisation et de l'estimation du volume de travail au niveau local (qualité assurée pour un croisement « zone d'emploi » x activité en NES114 • Permet de qualifier l'appareil productif selon la CS des postes , la masse salariale, la saisonnalité... 	<p>Source qui ne permet pas de faire des comparaisons temporelles car relativement récente (1ère année de référence : 2003) et les évolutions peuvent refléter des évolutions de qualité plus qu'une réalité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité de pouvoir étudier l'appareil productif à un niveau infracommunal ce qui suppose idéalement d'avoir deux informations « à l'XY »³ : l'activité et l'effectif (cf exposé de la CCI de Paris). Actuellement les opérations de géocodage de Sirene sont coûteuses (acquisition de Sirene « commercial » + moyens de géocodage. • Manque de fraîcheur des données. Clap permet de connaître les effectifs au 31/12/n au 3^{ème} trimestre n+2 soit 18 mois après. <i>Précision Insee</i> : ce délai est nécessaire à la mise en cohérence des sources qui alimentent Clap et aux travaux d'amélioration de la qualité. Ceci résulte d'un arbitrage de l'Insee entre délai et qualité : la situation proposée actuellement est celle qui permet la meilleure analyse <i>structurelle</i> de l'appareil productif local. • La source ne permet pas d'étudier l'évolution de l'emploi ou du volume de travail. Les utilisateurs utilisent pour cela l'Unedic, de moins bonne qualité, de champ non comparable...d'où des difficultés de rapprochement de sources. • Manque de données financières pour étudier la richesse d'un territoire <i>Remarque Insee</i> : ceci est essentiellement un problème méthodologique : qu'appelle t-on « richesse d'un territoire » ? ne faudrait-il pas avoir une approche par les revenus ? • Pourquoi Clap ne fait-il pas l'objet d'un fichier anonymisé pour faire des statistiques ? • Manque les liens entre les entreprises : groupes, filières (au moins une méthodologie pour aborder ces questions) .

³ L'information peut éventuellement être disponible « au carreau » mais ce dernier doit alors être de très petite dimension, notamment dans les zones denses.

Source	Avantages de la source	Limites	Remarques des participants
REE-Sirene	<ul style="list-style-type: none"> Fraicheur des données Champ complet pour le stock Champ élargi pour les créations et les transferts : marchand hors agriculture Mise en relation du stock avec les mouvements : créations, transferts Permet des calculs de taux de création Mise en cohérence avec Clap (effectifs en tranche) 	<p>Le REE, directement issu de SIRENE, est dépendant des déclarations d'immatriculations. Il fournit donc une bonne image du stock et des mouvements, sauf des défaillances, qui ne sont pas toujours déclarées dans des délais brefs.</p> <p>Les variables qui qualifient les établissements :</p> <ul style="list-style-type: none"> ne sont pas toujours renseignées ni mise à jour après l'immatriculation (nature, surface des locaux, ...) ou bien proviennent de sources externes (chiffre d'affaire, effectifs). 	<p>Les fichiers détail sur Insee.fr sont appréciés mais :</p> <ul style="list-style-type: none"> les sources de mises à jour étant variées, il serait utile de dater les informations contenues dans le REE, notamment les effectifs. il manque un fichier sur les transferts (uniquement accessible en produit sur mesure), <p>Concernant les variables du REE</p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Artisan ou non</i> : cette variable existe dans le fichier sur Insee.fr (<i>correspond t-elle à l'inscription ou non au RM ?</i>) <i>Age du dirigeant</i> : les utilisateurs peuvent comprendre que cette variable soit confidentielle mais elle est indispensable au calcul de taux potentiels de reprise : comment cette statistique pourrait-elle être disponible sans « casser » le secret ? <i>Surface</i> : les lois concernant les autorisations d'extension des commerces ont changé les seuils de surface, or ces seuils n'ont pas changé dans le REE. Réponse : attention la surface est déclarée à l'immatriculation de l'entreprise mais n'est pas forcément mise à jour ensuite. Pour que cela soit, il faudrait une mise à jour sur la base des informations du service de la répression de fraudes..
BODACC	Information fraîche	<ul style="list-style-type: none"> Défaillance n'est pas forcément disparition : une entreprise est en situation de défaillance à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de données localisées (Données départementales uniquement)

Remarques générales, transversales aux sources :

- La documentation sur Insee.fr est souvent imprécise (intitulés incompréhensibles), pas assez complète...réservée à des « connaisseurs ».
- Les sources actuelles ne permettent pas de « boucler » l'équation : stock N+1 - stock N = (créations + arrivées par transferts) - (disparitions + départs par transferts).

3 .Le tableau de synthèse des demandes prioritaires des chambres de commerce, présenté par l'ACFCI est en conséquence amendé comme suit :

L'ACFCI a mené une rapide concertation au sein de son réseau fin avril début mai sur les évolutions à apporter aux fichiers de l'INSEE afin de mieux cerner l'appareil productif local. Au cours de la réunion les retours d'expression des C@CI ont été présentés sous la forme de tableaux de synthèse. Trois thèmes ont été abordés :

- localisation des entreprises et des emplois
- démographie du tissu productif
- qualification d'une unité économique.

Des exemples de travaux menés dans les CCI de Paris, du Maine et Loire et de la Savoie ont apporté un éclairage très concret des besoins exprimés sur chacun des points.

Les échanges ont ensuite permis de hiérarchiser les besoins d'évolution (de 1 indispensable à 3 utile)

Localisation des entreprises et des emplois

Besoin	Évolution des fichiers	Niveau de Priorité
Localisation : 3 niveaux nécessaires. - une vision infra communale par ex pour identifier si une entreprise est concernée par un zonage particulier (urbanisme, environnement, fiscalité...) - une vision du tissu productif à l'échelle de l'aire urbaine/territoire de projet/limites administratives communes/dpt/région par ex pour mesurer une concentration d'activité particulière - une vision nationale, et nationale élargie (transfrontalier, europe)	Proposition échelle infracommunale (« qui peut le plus fin peut le plus agrégé ») : les fichiers SIRENE, CLAP sont au mieux à l'échelle communale, parfois à l'adresse. Une information infracommunale, serait la bienvenue. Faut-il multiplier les zonages (ex ZAE) ou donner les moyens de faire les découpages « à la demande » = Xy dans Sirene 80 ?	1
Des informations plus précises sur l'emploi La tranche d'effectif est aujourd'hui difficilement exploitable, vu que l'essentiel des établissements a moins de 50 salariés. Nous sommes obligés de faire des estimations à partir de la valeur médiane de la tranche, alors que l'INSEE doit disposer d'un effectif connu exact à un instant T, et qu'il devrait pouvoir nous communiquer à 18 mois	Mettre en cohérence les informations sur l'emploi de sirene et de clap Fiabiliser l'information Créer dans Sirene 80 un champ « emplois temps plein précis » ? Effectifs exacts à 18 mois dans SIRENE ?	1
Avoir accès à un fichier du type « ERE » indiquant l'emploi privé et public à l'arrondissement (commune) et à l'ilot	Distinguer emploi public et emploi privé ? Plus d'info sur l'emploi public	2
Des informations plus fraîches sur l'emploi CLAP est proposé avec deux ans de décalage. Or il existe des informations récentes sur l'emploi (exemple : pôle emploi, ex-GARP). seul le chômage dans le thème TRAVAIL-EMPLOI est mis à jour au titre de l'année 2008)	Est-il possible d'améliorer cet état?	2



Localisation des entreprises et des emplois

Besoin	Évolution des fichiers	Niveau de Priorité
DADS : les dernières données disponibles sont celles de 2006 (décalage de 3 ans...), le découpage géographique est limité au département.	Disposer d'un découpage géographique le plus fin possible, idéalement à l'adresse ou à l'ilot. A la commune ?	3
Fiabiliser l'information sur les établissements structurants : une approche particulière pour les grands établissements, supérieurs à 250 salariés. Vérifier le nbre de salariés, information particulière sur le ca,	Un traitement particulier sur les grands établissements ?	2
Emploi public : une veille particulière pour identifier des types d'emplois particulièrement ciblés aujourd'hui : restructuration militaire, délocalisation des ministères	Un traitement particulier pour l'emploi public ?	3
DADS : - les dernières données disponibles sont celles de 2006 (décalage de 3 ans...), - le découpage sectoriel est limité à la NES36, CLAP > mêmes remarques que pour les données DADS concernant le détail de l'activité (sachant qu'elles sont limitées à la NES16)	Disposer d'un découpage sectoriel le plus détaillé possible.	3



Démographie du tissu productif

Besoin	Évolution des fichiers	Niveau de Priorité
Création/défaillances/transferts, avoir l'information sur la même échelle géographique et avec le même niveau naf	À l'échelle des départements (idéalement de la commune), naf 700	1
Transferts d'établissements Les entrées/sorties des établissements sur les territoires. Les entrées/sorties de tout ou partie de l'appareil productif sur un territoire	Il fut un temps où l'INSEE diffusait un fichier « transferts d'établissements » avec pour chaque établissement concerné les codes de la commune de départ et de la commune d'arrivée. Ce fichier n'est plus commercialisé par l'INSEE. Pourrait-il le redevenir ? Besoin de précision sur ce qui est transféré : emploi, machines Besoin également de précision sur l'établissement qui transfère : emploi total, CA, évolution CA... (type	2
Fichier SIRENE notice 80 / fichier transferts : > meilleure fiabilité de la taille des établissements (nb de salariés),		2
Des statistiques de disparitions d'entreprises sur le même rythme que pour les créations et transferts : permettrait de mieux travailler sur la vitalité des territoires. Même si les disparitions ne sont pas connues en temps réel, 80-90% d'entre elles sont connues à 4 mois. Nous aurions une source unique et harmonisée pour tout ce qui concerne la dynamique économique.		2
Il existe des fichiers localisés à la commune et par secteur pour la création d'entreprise (SIRENE, REE). La même chose est-elle possible pour les défaillances ?		2
information la plus détaillée possible sur les raisons des défaillances au niveau départemental.		2
Les statistiques des défaillances d'entreprises n'existent sur le site internet de l'INSEE PACA que pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la France et rien pour les départements.	La mise à disposition de l'information est-elle la même entre les régions ?	2

Démographie du tissu productif

Besoin	Évolution des fichiers	Niveau de Priorité
créations d'entreprises : harmoniser la mise à disposition de l'information entre les échelles géographiques Les statistiques relatives aux créations d'entreprises sont trimestrielles pour ce qui est de la région et détaillées par secteurs d'activité. Au niveau départemental, la parution devient annuelle et les secteurs d'activité sont omis. D'autre part, les données régionales sont CVS et brutes pour les départements. Ne pourrait-il pas y avoir un croisement de ces 2 tableaux, sachant que pour produire des données régionales, il faut disposer des chiffres des départements ?	Homogénéifier les 2 séries pour aboutir à une parution par département et par secteurs d'activité	2
Concernant les créations, est-il possible d'obtenir une information sectorielle et localisée qui soit infra annuelle, et non annuelle comme aujourd'hui ?		2
Information statistique au niveau des reprises d'entreprises (information qui a disparu avec la mise en place de la nouvelle définition des créations d'entreprises) ;		2



Qualification d'une unité économique

Besoin	Évolution des fichiers	Niveau de Priorité
Mieux cerner la richesse produite sur un territoire L'analyse du tissu productif d'un territoire ne se résume pas à l'analyse de l'évolution de l'emploi. Ecart entre évolution de valeur ajoutée, évolution de l'emploi, évolution des revenus. Aujourd'hui il n'y a pas de fichier de référence permettant localement de faire le lien entre une unité de production (établissement) et la richesse produite sur un territoire.	Qu'est ce que la richesse produite sur un territoire par une entreprise : besoin de méthode et de concepts	1
Informations sur l'emploi et l'activité des entreprises Une information fiable permettant d'évaluer la taille des entreprises serait utile : Effectifs, Chiffre d'affaire, etc. L'information existante sur SIRENE concernant l'effectif est, aujourd'hui, peu fiable	Avoir un fichier de référence établissement/emploi	1
Chiffres d'affaires : Le champ TCA (tranche de chiffres d'affaires) est peu rempli et n'est qu'une tranche donc inexploitable. Même si elle existe chez des fournisseurs payants la données serait appréciée dans le fichier SIRENE		2
Données sur les chiffres d'affaires : décliner par département l'évolution des chiffres d'affaires par activité que l'Insee propose au niveau de l'Île-de-France. Ces données viendraient utilement compléter les évolutions d'emplois et d'établissements par secteur menées habituellement.		2
Les liens entre les entreprises et les groupes : si un niveau d'agrégation supra-entreprises était créé...	Dans sirene ou via une enquête particulière ? Idem pour les liens financiers entre les entreprises (qui appartient à qui)	1
Caractérisation par filières des entreprises La nomenclature NAF propose une approche sectorielle de l'économie française. Est-il également possible ou envisagé d'inclure une typologie permettant un dénombrement local par filière ? => entreprises de la filière automobile, travaux publics, etc.	Identifier les Liens fonctionnels entre entreprises (donneurs d'ordre, sous traitant). Besoin d'une méthode nationale (à intégrer ou pas directement dans sirene)	1



Qualification d'une unité économique

Besoin	Évolution des fichiers	Niveau de Priorité
Type d'immatriculation RM/RCS Aujourd'hui, le fichier Sirène ne permet pas de différencier les établissements inscrits au RCS uniquement, ceux inscrits à la fois au RCS et au RM, ceux uniquement inscrits au RM et les autoentrepreneurs. Un tel fichier Sirène « augmenté » pourrait servir de référence pour le fichier consulaire.		3
Des éléments plus précis sur les surfaces des locaux : le champ existe dans SIRENE Notice 80 (Actisurf) mais reste peu renseigné et les tranches (300/400/2500/+) sont peu adaptées (avec la LME et le seuil à 1000 par exemple).		2

